Présents : Brigitte CLAUDE, Josiane ETCHEGARAY, Catherina HOLLAND, Gisèle MOIGNO, Gérard DUBUS, Luc GOURAUD, Jean-Pierre MOUTON,

Invités : Christiane PAURD et Joseph AUVINET.

1 - Bilans de l'Assemblée Générale extraordinaire et de l'Assemblée Générale ordinaire

Bilan financier de l'AG 2019 :

Total des dépenses : 8490€ dont 6781 € versés au CISP, pour 43 personnes : hôtellerie et services. La participation et les dons des adhérents : 2750 €. Les frais de transports et les frais administratifs viennent en supplément : 1709 €. Il est à noter que des personnes ont abandonné le remboursement de leurs frais de transports.

Des économies ont été réalisées sur la pause-café, les vidéo-projecteurs, la gestion des repas et de l'hébergement. Est-il possible de progresser encore ? Oui, en ajustant plus rigoureusement la commande à nos besoins : réservation des salles, inscriptions plus en amont...

Bilan général de l'AG :

AG extraordinaire

Le report du vote des nouveaux statuts à 2020 a pacifié le débat.

Dans le projet de nouveaux statuts, une contradiction a été relevée entre les paragraphes 1 et 5. Pour une bonne cohérence, il conviendra d'ajouter « personne morale » pour les possibles adhérents dans le paragraphe 5, conformément au 1.

Qu'en est-il de la déduction lors de la déclaration aux impôts ?

→ l'APRC ne distribuera pas d'attestation pour les montants versés en 2018.

→ Le Président va consulter un juriste pour savoir si les statuts projetés sont conformes à la législation, en particulier en ce qui concerne le caractère d'intérêt général de l'association.

AG ordinaire

Les commentaires transmis ont été favorables. Les sujets avaient été bien préparés, la parole a été distribuée assez équitablement.

Pour l'AG 2020, il sera cependant important de trouver quelqu'un qui distribue la parole pour tous les échanges et débats collectifs afin de ne pas confondre les rôles de l'animateur et du président.

La soirée a été appréciée... même si 'Claude Gueux' est tragique !

2 - Administration de l'APRC

Finances : état de la balance et de la gestion à ce jour

- Les frais postaux : des achats de timbres ont été faits avant l'augmentation des tarifs.
- Cotisation 2019 : 274 adhésions enregistrées à ce jour ;
- Dons 2019 : 716 €
- Provisions pour contentieux en cours : 55 817 €
- Modification dans les comptes CIEL /Assoconnect (logiciels informatiques)
 - * dans le but d'harmoniser les numéros et les intitulés des comptes ;
 - * la ligne « dons affectés » ne servira plus qu'aux dons pour l'AG.
- Le Crédit Mutuel propose un paiement en ligne, Assoconnect aussi. A étudier. Cela permettrait d'avoir moins de chèques à manipuler.
- Le compte Société Générale sera clôturé après le renouvellement de la cotisation Assoconnect en mai 2019.

Le Bulletin

- L'entreprise CADRATIN met en page et imprime notre nouveau bulletin « Agir Retraite » ; l'expédition est faite à tous par la poste (attention aux adresses fausses, imprécises ou incomplètes qui perturbent les distributions).
- Délai : 5 semaines entre l'envoi des données et la réception du bulletin
- Le bulletin post AG « Agir Retraite » a été imprimé, il est en cours d'expédition
Normalement vous devriez le recevoir dans la première quinzaine de mai.

Site Internet

Seuls les adhérents devraient avoir accès à la partie privée du site l'APRC ! Une gestion plus stricte des données va être demandée à notre webmaster, pour sauvegarder le caractère privé des données et assurer une meilleure sécurité du site.

Brigitte CLAUDE enverra chaque année la liste des adhérents éligibles à cette partie du site au webmaster : ceux qui sont à jour de leur cotisation 2018-2019 et, jusqu'au 31/12/2019, ceux dont la dernière cotisation est celle de 2017.

Il faudra réfléchir, par ailleurs, à ouvrir une rubrique « libre opinion » qui permettrait à tout adhérent de prendre la parole ou de partager une réflexion, indépendamment d'un format ou bien d'un calendrier préétablis comme pour les « billets » bi-mensuels. La seule condition serait le respect des personnes et de la loi, à quoi veillera le directeur de publication, comme tout ce qui paraît sur le site.

3) Dossiers juridiques :

RAPPEL IMPORTANT :

Notre objectif reste de mener une politique qui fasse avancer les revendications qui sont nôtres depuis 40 ans : obtenir pour tous une retraite convenable, juste, et un traitement équitable pour les années passées au service des cultes.

C'est bien en ce sens qu'ont été engagées des actions auprès des pouvoirs publics.

Notre soutien dans des causes individuelles vise d'abord cet intérêt collectif en maintenant la pression sur la CAVIMAC, en vue d'un règlement général des contentieux

dont beaucoup d'entre nous supportent injustement les conséquences. Travail de Sisyphe, oui, mais peu à peu, il y a des avancées.

Une bonne nouvelle :

La CAVIMAC n'entend plus contester notre calcul pour la portion de pension couvrant la période 1979-1997. Elle appliquera donc le décret n°2006-1325. C'est ainsi qu'elle se désiste dans les dossiers pour lesquels elle avait fait appel à ce sujet. En contrepartie, nous nous désisterons pour les affaires portées en première instance pour contester le calcul jusqu'alors erroné de la CAVIMAC. Nous devons cependant rester vigilant, jusqu'à ce que nous constatons que le nouveau mode de calcul soit bien en place et les arriérés payés.

Des dossiers en instance

3 dossiers relatifs à la validation des trimestres de noviciat ;
2 dossiers devant les Tribunaux de Grande Instance ;
2 dossiers en cours de Cassation ;
6 dossiers en Cour d'Appel ;
2 dossiers devant les Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale.

Certains dossiers seront abandonnés, qui concernent le paiement des années 1979-1998 (cf. supra)

Rappel : cheminement pour l'engagement d'un dossier, plusieurs étapes :

1- Accueil, transmission à Christiane PAURD qui se charge d'une première évaluation ;
2- Transmission à Joseph AUVINET / Alain GAUTIER. L'intéressé(e) est invité(e), s'il/elle le souhaite à constituer un dossier à partir des directives qu'ils lui donnent. Cela aboutit à une première évaluation de l'intérêt à poursuivre ou non ;
3- Le CA est saisi, par Joseph et Alain pour savoir s'il estime pouvoir engager un partenariat pour la mise ne place et la poursuite de la procédure.
C'est cette décision formelle, et uniquement elle, qui, une fois portée à la connaissance de tous, engage l'APRC. Il peut y avoir des soutiens personnels, par ailleurs, bien sûr, mais ils n'engagent pas l'APRC, en tant que telle.

Même si L'APRC dispose aujourd'hui de provisions pour les dossiers en cours,

elle étudiera ses prochains engagements en évaluant de près les risques financiers et en veillant à ce que ce ne soient pas seulement Joseph et Alain qui portent l'entière responsabilité de l'engagement.

Classement : Deux types de dossiers

→ ceux qui concernent postulat, noviciat, séminaire pour lesquels nous sommes rodés.
→ ceux qui mettent en cause des communautés nouvelles. Ces dossiers sont beaucoup plus techniques et nécessitent d'élaborer des stratégies nouvelles. Ils mettent en jeu des montants financiers importants.

Organisation :

Il faut impérativement (re)mettre en place un suivi régional pour constituer des dossiers, pour piloter des conclusions, voire plaider.

Aides et compléments de retraite :

Il nous semble important de rappeler ou de faire connaître des données précises qui pourraient aider certains d'entre nous à demander ce à quoi ils ont droit. Maryse DUBUS et Christiane PAURD feront un point précis sur ces questions (en décryptant les sigles pour une meilleure compréhension).

4) Dossiers politiques :

La session du CA en date des 17-18 juin 2019 aura pour objectif :

Une réflexion commune, avec comptes rendus des rencontres avec les élus et préparation de celles à venir en direction des nouveaux élus et des autorités religieuses.

Il y a urgence à demander rendez-vous à un maximum d'élus, dès maintenant.

C'est le moment de faire connaître le dossier de nos très petites retraites et de réclamer nos droits, de rappeler les engagements européens de la France, avant que les dossiers ne soient bouclés au ministère des Affaires sociales ou au parlement.

Au niveau des autorités ecclésiastiques, il serait intéressant de reprendre contact pour leur montrer que notre action, même si les arriérés coûtent à apurer, n'est pas nécessairement pénalisante pour elles, au contraire.

Au Ca des 17-18 juin prochains nous vous aiderons à préparer des rencontres.

Un document simple qui peut être remis est, d'ores et déjà, à votre disposition :

APRC info n°10 semble pertinent : succinct et complet.

De son côté, **au nom de l'APRC, le président** va demander à ce que nous soyons reçus par le **Bureau des Cultes, le Défenseur des Droits, la CEF et la CORREF.**

Jean-Pierre MOUTON prend rapidement les rendez-vous. Ces rencontres seront programmées après le 18 juin.

Pour le CA des 17-18 juin, les volontaires se manifestent auprès de Jean-Pierre MOUTON avant le 15 mai.

Dans chacune de vos régions sollicitez des entretiens avec élus, évêques, supérieurs religieux, journalistes, dans le cadre de la réforme des retraites et de la loi sur la laïcité.

En ayant en tête les **trois axes de nos actions :**

- 1- la régularisation les arriérés de cotisations.
- 2- un niveau de cotisation suffisant qui déterminera un niveau correct des pensions.
- 3- la mise en place d'une retraite complémentaire pour les religieux.

5) questions autres :

* En juin, nous étudierons aussi la possibilité pour l'APRC d'adhérer à des « associations qui défendent la liberté de conscience, la laïcité et des associations qui luttent contre les dérives sectaires », conformément à la résolution n°3 de la dernière AG, en particulier : Ligue des droits de l'homme, AVREF, Sentinelle...

* Le Nord communiquera les réponses reçues aux questions au sujet de l'USM2.

6) Ils nous ont quittés

Barthélémy PERRON en janvier 2019

Jacques GUILLOY, le 21 février, ancien président de 1985-1989

Né en 1924, il entamait sa 95ème année.

Régulièrement jusqu'en 2016, il déléguait son pouvoir à l'AG, soucieux de maintenir, son soutien à notre combat.

Vous pouvez lire sur notre site un document d'histoire de l'APRC qu'il avait établi.

René PLAIDEAU, le 4 avril. Normandie.

7) Conseil d'Administration, calendrier

17-18 juin 2019

02-03 octobre 2019

07-08 janvier 2020

8) Bulletin « Agir retraite » prévisions : mai (en cours), octobre et début janvier 2020.

Le Président
Jean-Pierre MOUTON

Le Secrétaire
Luc GOURAUD

le président : Jean-Pierre MOUTON

le secrétaire : Luc GOURAUD